



Robert Gildea

# L'ESPRIT IMPÉRIAL

PASSÉ COLONIAL ET  
POLITIQUES DU PRÉSENT

PASSÉS / COMPOSÉS



L'Esprit impérial

## Du même auteur

- The Past in French History*, Yale University Press, 1994.
- Marianne in Chains. In Search of the German Occupation, 1940-1945*, Pan, 2002.
- France since 1945*, Oxford University Press, 2002.
- Barricades and Borders. Europe, 1800-1914*, Oxford University Press, 2003.
- Children of the Revolution. The French, 1799-1914*, Penguin, 2008.
- Fighters in the Shadows. A New History of the French Resistance*, Faber & Faber, 2015 ; traduit par Marie-Anne de Béru, *Comment sont-ils devenus résistants ? Une nouvelle histoire de la Résistance, 1940-1945*, Les Arènes, 2017, Seuil, « Points », 2019.

Robert Gildea

# L'Esprit impérial

PASSÉ COLONIAL ET POLITIQUES DU PRÉSENT

Traduit de l'anglais  
par Simon Duran

PASSÉS/COMPOSÉS

© Robert Gildea, 2019

Cette traduction de *Empires of the Mind* est publiée  
avec l'accord de Cambridge University Press.

ISBN : 978-2-3793-3106-0

Dépôt légal - 1<sup>re</sup> édition : février 2020

© Passés composés / Humensis, 2020

170 bis, boulevard du Montparnasse, 75680 Paris cedex 14

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » (article L 122-5) ; il autorise également les courtes citations effectuées pour un but d'exemple ou d'illustration. En revanche, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (article L 122-4). La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au CFC (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris) l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

# Sommaire

Introduction.....	9
Chapitre 1. Empires bâtis, empires contestés.....	31
Chapitre 2. Empires en crise : les deux guerres mondiales.....	65
Chapitre 3. L'impérialisme dans la décolonisation.....	111
Chapitre 4. Le néo-colonialisme et le Nouvel Empire mondial .....	155
Chapitre 5. La colonisation à l'envers et le retour de bâton colonial.....	191
Chapitre 6. L'Europe : dehors ou dedans ? .....	223
Chapitre 7. L'islamisme et le repli nationaliste monoculturel.....	245
Chapitre 8. Hubris et Némésis : l'Irak, la fracture coloniale et la crise économique mondiale .....	279
Chapitre 9. L'empire contre-attaque .....	321
Chapitre 10. Fantasmer, angoisser, affronter .....	363
Conclusion.....	389
Notes .....	401

*L'Esprit impérial*

Bibliographie.....	439
Index des noms de personnes .....	473
Index des noms de lieux .....	483
Remerciements .....	489
Table des crédits.....	491



## Introduction

En février 2016, le référendum britannique sur l'Europe approchant, l'ancien maire de Londres Boris Johnson fanfaronnait : « Nous gouvernions autrefois le plus grand empire que le monde ait jamais connu [...]. Sommes-nous vraiment incapables de négocier des traités commerciaux<sup>1</sup> ? » Un an plus tard, en février 2017, en visite à Alger, le candidat à la présidence française Emmanuel Macron déclarait que le colonialisme français constituait « un crime contre l'humanité » : « C'est une vraie barbarie, ajoutait-il, qui fait partie de ce passé que nous devons regarder en face en présentant aussi nos excuses à l'égard de celles et ceux vers lesquels nous avons commis ces gestes<sup>2</sup>. »

Ces deux propos illustrent les tensions qui traversent les réflexions sur l'empire. Le premier met en avant la prospérité et la grandeur déployées sur de vastes aires géographiques ; il invite à la comparaison avec d'autres empires de l'histoire, en premier lieu Rome. L'Empire britannique a beau être une réalité du passé, ses héritiers n'en réclament pas moins le droit de continuer à agir en tant que puissance majeure dans les affaires du monde. Le second, en particulier quand l'empire a pour nom « colonialisme », invoque une histoire assez différente. Accusateur, dénonçant « un crime contre l'humanité », il met en avant un projet d'accumulation de la puissance et de la richesse par la guerre, le pillage, l'expropriation, la torture et le massacre. L'empire fut donc à la fois un rêve de gloire et une chronique de l'angoisse. Prises ensemble, cependant, ces deux

approches laissent entendre que les termes « empire » et « colonialisme » ont aujourd'hui encore de multiples résonances. Si elles se réfèrent à des événements du passé, elles révèlent également la manière dont notre monde contemporain s'est construit, en matière de puissance, de violence, d'argent, d'inégalité et d'exclusion.

Le 6 septembre 1943, consacré *doctor honoris causa* en droit et discourant à ce titre devant une assemblée de six mille diplômés de Harvard en uniforme, Winston Churchill évoqua l'organisation internationale qui, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, rassemblerait les nations victorieuses et celles qui avaient enduré l'oppression. « Les empires du futur, déclara-t-il, seront les empires de l'esprit<sup>3</sup>. » Il voulait dire par là que ceux-ci ne seraient plus à l'avenir des titans armés et en guerre les uns contre les autres, mais plutôt des empires universels cohabitant dans la paix et l'harmonie. Cette notion d'« empires de l'esprit » est assez fluide pour avoir inspiré le titre original de ce livre – *Empires of the Mind* – qui se donne pour objet d'étudier comment l'empire fut imaginé, idéalisé et combattu.

L'empire ne fut jamais une réalité unique. Phénomène protéiforme, il fut improvisé avant même d'avoir été conçu comme un tout. Il entraînait vers l'avant, mais on lui résistait et ainsi perdait-il du terrain. Plutôt que de se retirer quand il échouait sous une certaine forme, ou dans un domaine particulier, on le réinventait, on le rebâtissait à nouveaux frais. L'angoisse de tout perdre et la volonté de puissance et de prospérité étaient telles que les leçons de la défaite furent rarement apprises. Ce qui prédominait était plutôt la tendance à reproduire les formes du passé, aussi bien les pratiques que les institutions, et du même coup à prendre le risque de s'exposer de nouveau à la défaite.

Quoique protéiformes, généralement les empires n'en prenaient pas moins l'une des trois formes suivantes : ils étaient soit commerciaux, soit coloniaux, soit territoriaux. La mythologie impériale racontait comment des

## Introduction

navigateurs intrépides et des investisseurs audacieux bâtirent des routes commerciales, comment des pionniers défrichèrent des plaines vierges pour les rendre fertiles, comment des administrateurs éclairés leur succédèrent et établirent au loin le gouvernement bienveillant de la mère patrie. Le but de ces mythes était de rendre la colonisation acceptable aux yeux des populations métropolitaines, qui s'interrogeaient sur le coût de l'entreprise et les risques de guerre. Mais ils dissimulaient les réalités de l'empire. Le commerce le plus rentable au XVIII<sup>e</sup> siècle fut la traite des esclaves, qui procurait aux plantations des Caraïbes et des colonies américaines la main-d'œuvre servile dont elles avaient besoin. C'est par la force que le commerce était généralement imposé à des empires non européens récalcitrants, ou à leurs vassaux. Si nécessaire, des canonnières étaient dépêchées pour assurer la conclusion de « traités inégaux » dans lesquels les privilèges des Européens se trouvaient consacrés. Les colonies ne s'établissaient pas dans des terres vierges ; elles impliquaient le déplacement, et souvent le massacre, des populations indigènes, ainsi que la soumission des autres à la ségrégation et aux lois d'exception. Le gouvernement impérial s'exerçait de façon autoritaire sur de vastes territoires. Si les colons blancs – au Canada, en Afrique du Sud, en Australie, en Algérie – acquièrent des pouvoirs d'autonomie conséquents, et si les empires se plurent toujours à collaborer avec les souverains locaux et les chefs tribaux, les populations indigènes furent dans leur immense majorité systématiquement exclues de l'exercice du pouvoir, et durement opprimées quand elles revendiquaient d'y avoir part.

Pour qualifier la phase de cette histoire qui s'étend jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on a souvent parlé d'« empire informel », ou d'« impérialisme du commerce libre », fondé sur un capitalisme dit « *gentlemanly* », c'est-à-dire conduit par une élite de *gentlemen*. La « course à l'empire » qui opposa les grandes puissances à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

obligea celles-ci à consolider l'emprise qu'elles exerçaient sur leurs possessions : à mesure qu'elles abandonnaient « l'empire informel », qui s'appuyait sur l'alliance avec des chefs locaux, elles établirent un gouvernement plus direct, donc plus « formel ». Cette rivalité fut également un des principaux facteurs de déclenchement de la Première Guerre mondiale, au moment où les empires britannique, français, belge, allemand, italien et russe étaient probablement à l'apogée de leur puissance. Comme les puissances impériales prétendaient combattre pour la liberté et la civilisation, les peuples colonisés qu'ils enrôlaient dans leurs armées par centaines de milliers ne tardaient pas à se revendiquer de la même cause. Ces derniers en appelaient aussi aux nouvelles formes de légitimité qui, portées par les États-Unis et la Société des Nations, reconnaissaient l'égalité de toutes les nations et leur droit à se gouverner elles-mêmes. Après 1918, les territoires pris à l'ancien Empire ottoman au Moyen-Orient et à l'Empire allemand en Afrique furent partagés entre les nations victorieuses sous la forme de mandats, étant entendu qu'ils étaient théoriquement sur la voie de l'autodétermination. Peu d'enseignements, néanmoins, furent tirés des événements du passé par les puissances impériales. Les concessions étaient minimes, les autorités coloniales revenaient souvent dessus, et si les populations résistaient, aussi bien dans les colonies que dans les territoires sous mandat, comme la Syrie et l'Irak, elles étaient réprimées.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, tandis que l'Allemagne essayait de reconstituer sur le continent son empire colonial perdu, le Japon manqua de détruire entièrement ceux que la Grande-Bretagne et la France possédaient en Orient. L'Organisation des Nations unies, créée en 1945, fit sien le programme de décolonisation au terme duquel l'autodétermination fut finalement accordée aux colonies. Financièrement paralysées par le coût de la guerre, confrontées à des résistances et aux révoltes dans leurs

## Introduction

colonies, la Grande-Bretagne et la France se trouvèrent contraintes d'en céder certaines. Cependant, traumatisées par ces pertes, elles n'en étaient que plus déterminées à se cramponner à leurs autres possessions coloniales, si besoin en faisant, sans aucune retenue, usage de force et de tromperie. Ainsi les Français menèrent-ils une guerre brutale entre 1956 et 1962 pour conserver l'Algérie ; et les Britanniques commirent des atrocités pour maintenir leur souveraineté sur le Kenya.

Même après la poussée décolonisatrice des années 1960, les leviers de la puissance économique et militaire restèrent aux mains des anciens empires. On se mit alors à parler de néo-colonialisme. Celui-ci fut pratiqué par la France en Afrique subsaharienne, bientôt nommée la *Françafrique*, et par la Grande-Bretagne au sud du continent. La guerre des Malouines en 1982 et l'intervention française en Nouvelle-Calédonie en 1988 illustrent parfaitement la politique néo-coloniale menée par les deux nations. L'Afrique du Sud quitta le Commonwealth en 1960, mais les investissements britanniques y restèrent protégés par le régime d'apartheid. Cela ouvrit la voie à une forme de domination que l'on pourrait qualifier d'impérialisme financier mondial. La puissance militaire fut dissimulée et les pays les plus riches de la planète se servirent des leviers financiers de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international pour obtenir des nations endettées qu'elles consentissent à être indirectement gouvernées et à laisser leurs richesses exploitées par des entreprises multinationales.

Après que l'Iran fut devenu une République islamique en 1979 et que l'Union soviétique eut envahi l'Afghanistan en 1980, l'impérialisme se réinventa une nouvelle fois. Au départ, l'Occident aida les moudjahidin dans leur lutte contre les Soviétiques, ce qui n'eut d'autre résultat que d'attirer, former et propager des groupes de combattants islamistes opposés à l'impérialisme occidental. Face aux nouvelles menaces que représentait l'islamisme radical,

une nouvelle forme d'impérialisme, dominé cette fois par les États-Unis, justifia des interventions colonialistes en Afghanistan, en Irak et en Syrie, qui avaient autrefois fait partie des Empires britannique et français, et où ceux-ci étaient brutalement intervenus au cours des années 1920. L'essor du djihad islamique fut le « retour de bâton » de cette politique, avec la formation, sur les ruines de l'Irak et de la Syrie, d'un *État islamique* qui allait inspirer des attentats sur le continent européen.

Mais les empires n'étaient pas seulement présents « là-bas » – dans les Amériques et les Caraïbes, en Afrique, en Asie, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Ils déployaient aussi leur présence « ici même », dans la métropole. Après la Seconde Guerre mondiale, si un grand nombre de Britanniques partirent s'installer dans les anciennes colonies, des sujets de l'Empire britannique ou de l'Empire français, dont beaucoup avaient combattu au sein des armées impériales pendant la guerre, furent incités à venir travailler en Grande-Bretagne et en France pour y rebâtir leurs économies détruites par le conflit. Ceux qui arrivèrent à bord de l'*Empire Windrush*, en provenance des anciennes colonies d'esclaves des Caraïbes, ou de l'Inde, qui venait de connaître une partition violente, ou encore des colonies françaises, où la citoyenneté leur avait été refusée et où un code pénal arbitraire les opprimait, avaient émigré en nourrissant le rêve d'accéder à une vie meilleure. La chanteuse jamaïcaine Louise Bennett a brillamment évoqué ce phénomène en parlant d'une « colonisation à l'envers », où les colonisateurs sont à leur tour colonisés.

Pour la plupart des Français et des Britanniques de la métropole, cependant, cette « colonisation à l'envers » n'était pas un sujet de plaisanterie. La perte « là-bas » de possessions impériales paraissait coïncider avec l'arrivée « ici », menaçante pour leurs emplois, leurs communautés et leur « mode de vie », d'immigrants issus des anciennes colonies. En réaction, de nouvelles hiérarchies furent

## Introduction

imposées dans les métropoles, des mesures de ségrégation et des lois d'exception coloniales. Les populations noires et arabes furent confinées dans des ghettos, au sein de quartiers défavorisés ou dans les banlieues, on les empêcha d'accéder à l'éducation et à l'emploi et elles furent soumises aux pouvoirs arbitraires de la police. Des partis politiques, comme le Front national en France et le UK Independence Party en Grande-Bretagne, se mirent à investir le débat politique en défendant l'idée que des immigrants inassimilables étaient en train d'envahir les deux pays. La crainte qu'inspirait l'immigration en provenance des colonies provoqua l'élaboration de nouvelles définitions des identités nationales britannique et française, définitions dont les populations immigrantes se trouvaient écartées. La possibilité que les deux pays se constituent en nations multiculturelles, où toutes les communautés ethniques seraient respectées, fut caressée, puis rejetée. On se mit à produire des récits historiques dans lesquels on donnait à voir l'existence ininterrompue de populations blanches homogènes exerçant leur domination sur des populations coloniales. Les « valeurs britanniques » furent affirmées et les populations immigrantes jugées incapables de les comprendre et *a fortiori* de les partager. Quant à la France, elle accordait la citoyenneté à ceux qui acceptaient les valeurs de la République, en premier lieu la *laïcité*\*. Le voile fut banni des espaces publics tels que l'école ou les mairies. Quand les minorités s'efforçaient de cultiver leurs identités religieuses ou ethniques, on les accusait de propager un « communautarisme » nuisible aux valeurs universelles de la République, que tous les citoyens étaient sommés d'embrasser.

Les ambitions et les fantasmes relatifs à l'empire n'eurent pas seulement un impact à l'échelle mondiale ou nationale. Une troisième sphère s'en trouva également

---

\* En français dans le texte (NdT).

affectée : l'Europe. Après les deux guerres mondiales, que l'on a parfois interprétées comme des guerres civiles européennes, le continent européen s'avança en direction du marché commun et de l'Union. Tous les pays européens ne s'éprirent pas avec la même vigueur de ce projet. Les principales forces motrices à l'œuvre dans la construction européenne furent l'Allemagne et la France, qui se remettaient chacune à sa manière de la défaite, de l'occupation étrangère et de la division. La Grande-Bretagne, ni vaincue, ni occupée, ni divisée pendant la guerre, avait un point de vue très différent sur l'Europe. Elle se figurait avoir « tenu seule » contre Hitler après la chute de la France en 1940, en s'appuyant sur la solidarité de son empire et du Commonwealth, avant d'être secourue par les États-Unis (rien n'était dit, ou fort peu, sur l'Union soviétique). Elle répugnait à rejoindre une Europe qui représentait une menace à la fois pour ses liens avec le Commonwealth et pour la « relation spéciale » qu'elle entretenait avec les États-Unis. La Grande-Bretagne fut donc absente de la première phase de la construction européenne. Au cours des années 1960, quand elle changea d'avis, la France lui signifia par deux fois qu'elle ne pouvait se joindre au projet parce qu'elle était trop liée à son Commonwealth et aux États-Unis. La France voyait quant à elle dans le projet européen une manière de bâtir une version acceptable de l'Empire napoléonien, dont le noyau avait été en son temps les Pays-Bas, l'ouest de l'Allemagne et le nord de l'Italie. La Grande-Bretagne fut donc mise à l'écart, comme elle l'avait été au moment du blocus continental forgé par Napoléon, sans pour autant que la France se fit aucun scrupule de maintenir ses liens avec la Françafrique.

Quand la Grande-Bretagne réussit finalement à rejoindre la communauté européenne en 1973, cela fut vécu comme une défaite. Elle échangeait un empire mondial contre l'adhésion à un empire européen contrôlé d'abord par la



## *Introduction*

France, puis par l'Allemagne après sa réunification en 1990. La France s'inquiétant également d'un retour de l'hégémonie allemande, elle considéra que la meilleure manière de la prévenir était d'enserrer l'Allemagne dans les liens d'une Europe toujours plus fédérale. Accoutumée à dire à ses subordonnés des colonies ce qu'ils devaient faire, et à leur envoyer ses canonnières s'ils n'y consentaient pas, la Grande-Bretagne n'avait guère d'expérience pour les négociations entre égaux. L'idée d'une Europe plus fédérale ne pouvait pas non plus avoir sa faveur, puisqu'elle ambitionnait plutôt de conserver ou restaurer sa souveraineté autant que cela lui était possible. En entrant dans le nouveau siècle, à mesure que les guerres en Irak, en Libye et en Syrie faisaient déferler vers l'Europe de nouvelles vagues de réfugiés, le marché unique et la politique de liberté de circulation des personnes attisèrent en Grande-Bretagne un climat d'hostilité au fédéralisme européen et de panique devant l'afflux des immigrants.

Il devenait de plus en plus clair que la puissance impériale britannique et française tenait plus de l'illusion que de la réalité. Les vieilles nations n'exerçaient plus de véritable influence sur le reste du monde. Longtemps, les États-Unis furent la puissance hégémonique, mais la Russie revenait dans le jeu international après la désintégration de l'URSS dans les années 1990, et l'Inde et la Chine étaient désormais des acteurs mondiaux. De plus, ni la Grande-Bretagne ni la France n'avaient plus les moyens de soutenir des forces armées conformes à leurs ambitions. Pour autant, cela ne les empêcha pas de réinventer l'empire une fois encore. En effet, plus celui-ci paraissait en déclin, ou défait, plus les identités nationales française et britannique semblaient menacées, et plus le fantasme impérial s'imposait comme réponse à tous les maux. Il fournissait un modèle de projection de la puissance sur la scène mondiale et de contrôle des populations immigrantes, que celles-ci cherchent à entrer dans la métropole ou qu'elles s'y trouvent déjà.

Dans le cas de la Grande-Bretagne, il s'agissait d'emprunter une autre voie que celle du partenariat avec l'Europe, réputé se réduire à un rapport de vassalité, pour se tourner vers la scène internationale et construire un projet diversement nommé « Grande-Bretagne globale », « Empire 2.0 » ou « Anglosphère », autrement dit une version du Commonwealth comprenant aussi bien les dominions et les États-Unis, mais excluant tacitement aussi bien les populations symbolisées par les immigrants caribéens du *Windrush* que les membres africains du Commonwealth. Au même moment, la France, tout en dénonçant le colonialisme comme un « crime contre l'humanité », se cramponnait à la *Françafrique* et mobilisait les pays francophones et la francophonie pour essayer de répondre aux ambitions britanniques.

On a longtemps tenu à l'écart de la conscience publique les apories de l'empire. Cela tenait en partie à l'angoisse provoquée chez les impérialistes par la perte de l'empire, et aux souffrances que celui-ci avait infligées aux colonisés. On fabriqua le mythe du « transfert de pouvoir » pacifique qui se serait produit des autorités impériales aux élites locales. Les documents attestant de la brutalité du processus de décolonisation furent cachés ou détruits. Là où l'empire à son apogée s'autocélébrait à coup de commémorations et de récits exaltant sa mission civilisatrice, les opérations néo-coloniales contre les armées de libération furent souvent menées à couvert, et leurs crimes dissimulés. Pendant la guerre des Malouines, des restrictions furent imposées à la presse, et le message adressé au public consistait à dire que ce conflit était comme une répétition, sur un petit théâtre, de la Seconde Guerre mondiale.

Plus encore, à mesure que l'empire s'éteignait se dressait l'image nostalgique d'un monde révolu, où les choses et les individus auraient tous été à leur place, en fonction de leur classe sociale, de leur rang, de leur sexe, et bien sûr en fonction de leur race. En Grande-Bretagne, l'objet principal

## Introduction

de cette chimère était le Raj britannique\*. En 1974, la Radio 4 de la BBC diffusa *Plain Tales from the Raj*. L'auteur, Charles Allen, né de fonctionnaires coloniaux en Inde en 1940, puis rentré en Angleterre avec ses parents en 1947, redécouvrit son pays de naissance en s'engageant au sein de l'ONG *Voluntary Service Overseas* entre 1966 et 1967. De même, *Autobiography of a Princess*, en 1975, et *Heat and Dust*, en 1983, furent parmi ces films à tonalité élégiaque qui, sous l'égide du producteur Ismail Merchant, natif de Bombay, et du metteur en scène américain James Ivory, à partir de scénarios ou de romans écrits par Ruth Praver Jhabvala, prenaient pour décor le monde perdu du Raj britannique. En France, le culte de l'empire eut moins d'écho dans la population générale, mais la « nostalgie » était ardemment cultivée par les Français contraints de quitter l'Algérie en 1962. *Le Coup de Sirocco*, d'Alexandre Arcady, sorti dans les salles en 1979, traitait de leurs malheurs. Au même moment, un groupe d'anciens colons entreprenait de rebâtir leur communauté algérienne idéale dans le village provençal de Carnoux, près de Marseille. D'après leur vision des choses, l'Algérie française valait bien mieux que le « gâchis » auquel leur ancienne terre avait succombé après leur départ<sup>4</sup>.

Le peu d'intérêt pour la question de l'empire s'explique aussi par le fait que, jusqu'aux années 1970, son histoire était écrite par des universitaires qui se tenaient à l'écart de la fabrication du roman national, lequel tendait à l'ignorer. En France, deux hommes exerçaient un monopole sur l'histoire de l'Algérie : Charles-André Julien, dont la famille avait émigré en Algérie en 1906, et son élève Charles-Robert Ageron, qui y enseigna entre 1947 et 1957. L'ouvrage qu'ils ont consacré à cette histoire, que la date de 1870 partage chronologiquement en deux volumes, parut

---

\* Il s'agit du régime colonial auquel fut soumis le sous-continent indien jusqu'en 1947 (NdT).

en 1964 et 1979<sup>5</sup>. Ni l'Algérie ni les colonies françaises ne se virent par ailleurs consacrer d'article dans l'ouvrage collectif publié entre 1984 et 1992 par Pierre Nora, *Les Lieux de mémoire*, hormis l'article d'Ageron consacré à l'exposition coloniale de 1931<sup>6</sup>.

En 1944, l'historien caribéen Eric Williams, qui fut confronté au racisme dans l'Oxford des années 1930, montra que la révolution industrielle britannique et la position de puissance mondiale que le pays y gagna avaient eu pour fondement le travail des esclaves dans les plantations coloniales. Inversement, Peter Mathias, éminent historien de l'économie, tout en insistant sur l'importance de la « révolution commerciale » dans le déclenchement de la révolution industrielle, n'évoqua le commerce des esclaves que deux fois, et les plantations aucune, dans son livre de 1969 : *The First Industrial Nation*<sup>7</sup>. Les historiens de Cambridge Ronald Robinson et John Gallagher, qui servirent tous deux dans l'empire pendant la guerre, publièrent *Africa and the Victorians* (« L'Afrique et les Victoriens ») en 1967, contribution non pas tant à l'histoire de l'Afrique qu'à la « théorie générale de l'impérialisme ». De plus, leur étude adhère au mythe d'une édification de l'empire fondée sur le fait que « les Victoriens\* se voyaient à la pointe de la civilisation et se considéraient comme des pionniers de l'industrie et du progrès<sup>8</sup> ».

Le jugement le plus méprisant sur l'inconsistance supposée de l'histoire africaine fut celui de Hugh Trevor-Roper, professeur regius d'histoire à l'université d'Oxford. Lors d'une leçon diffusée par la BBC en 1963, il déclarait :

Peut-être qu'il y aura dans l'avenir un peu d'histoire africaine à enseigner. Mais aujourd'hui, il n'en est rien : il y a seulement l'histoire des Européens en Afrique. Tout le reste appartient

---

\* C'est-à-dire les contemporains de la révolution industrielle britannique, qui se déroula au temps de la reine Victoria (NdT).